

[Français]

L'AGRICULTURE**LE BŒUF—LES MESURES VISANT À AIDER LES PRODUCTEURS**

M. Armand Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Étant donné que l'honorable ministre de la Justice indiquait que les producteurs de blé verront leur prix augmenté, le gouvernement entend-il agir de la même façon pour les producteurs de bœuf?

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, cette augmentation concerne les prix initiaux versés aux cultivateurs de l'Ouest et n'a rien à voir avec les prix des grains fourragers dans l'Est.

[Français]

LES QUOTAS AMÉRICAINS SUR L'IMPORTATION DU BŒUF—ON LAISSE ENTENDRE QU'IL Y A VIOLATION DU GATT

M. Armand Caouette (Villeneuve): Je désire poser une question supplémentaire.

Le ministre peut-il dire si les restrictions américaines sur les exportations de bœuf du Canada aux États-Unis entrent en contradiction avec les ententes commerciales du GATT signées entre les deux pays?

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): C'est notre avis, monsieur l'Orateur.

* * *

LES CONFLITS D'INTÉRÊTS**L'EXEMPTION DES CONJOINTS DES MINISTRES DES DIRECTIVES CONCERNANT LA DÉCLARATION DES BIENS—LES MOTIFS DU DÉLAI**

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au très hon. premier ministre. Elle concerne les conflits d'intérêts et plus particulièrement l'exemption dont bénéficient les conjoints de ministres et le délai considérable qui est accordé aux ministres avant qu'ils n'aient à déclarer les dispositions qu'ils ont prises. J'aimerais demander au premier ministre quelle est la raison de ce délai et comment il compte assurer l'opinion que les ministres n'en profiteront pas pour transférer à leur conjoints des valeurs embarrassantes.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le délai en question n'est pas prévu dans les directives. En réalité, je pense que notre politique en la matière devrait être appliquée aussitôt que possible. Dans le cas de certains ministres, cela signifie immédiatement; dans d'autres cas, où il leur faut se déposséder de diverses formes de portefeuilles, il est très souvent impossible de le faire du jour au lendemain; il faut donc un certain temps. A mon sens, il incombe à moi-même et au ministre en cause de procéder avec toute la diligence voulue pour assurer qu'entre temps il ne se présentera aucun conflit d'intérêt.

En ce qui concerne le conjoint, monsieur l'Orateur, les directives ne le touchent pas directement. Naturellement, nous voulons faire en sorte que le ministre, homme ou

Questions orales

femme, soit tenu entièrement responsable de tout conflit qui pourrait surgir du fait de son conjoint. Mais, en toute franchise, le gouvernement a estimé, et j'aimerais savoir si l'opposition est d'un avis contraire, qu'à notre époque deux conjoints ne pouvaient être retenus ou engagés par la carrière de l'un d'entre eux, et que les directives ne devraient pas empêcher le conjoint d'un ministre de choisir la carrière de son choix.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, que le premier ministre sache que j'ai des vues diamétralement opposées pour la seule raison que cette disposition annule complètement tous les règlements qui ont pu être établis.

* * *

[Français]

L'INDUSTRIE**UNITED AIRCRAFT—LA PUBLICATION DES DOCUMENTS RELATIFS AUX SUBVENTIONS**

M. Jacques Olivier (Longueuil): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Approvisionnements et Services.

Pourrait-il dire quand il a l'intention de rendre publics les documents touchant la United Aircraft of Canada Ltd. et le ministère de l'Industrie et du Commerce, et pour quelles raisons ces documents n'ont pas encore été rendus publics?

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur l'Orateur, j'étudie la possibilité de rendre publics les contrats de développement de la United Aircraft of Canada Ltd. avec mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce. Les fonctionnaires de mon ministère en ont discuté avec les représentants de la United Aircraft of Canada Ltd. avec un objectif bien précis, soit de rendre publics le plus grand nombre de documents possibles. Le résultat de cette façon de procéder est que nous faisons face à une documentation volumineuse, et dont la traduction exigera quelques jours. C'est pourquoi je demande l'indulgence de la Chambre d'attendre à ce que nous soyons prêts à déposer toute la documentation afin de répondre aux désirs de l'honorable député.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES**LES MOTIFS DE LA RÉDUCTION DE LA TAXE SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION—L'ORGANISATION DE LA SURVEILLANCE**

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, comme le ministre s'était déjà opposé à l'abolition de la taxe de vente sur les matériaux de construction, parce que, selon lui, les bénéficiaires n'en seraient pas transmis à l'acheteur, le ministre des Finances pourrait-il dire à la Chambre ce qui l'a fait changer d'avis? En outre, au cas où son idée première resterait juste, a-t-il pris avec ses collègues le ministre d'État aux Affaires urbaines et le ministre de la Consommation et des Corporations des dispositions pour surveiller la situation relativement aux modifications de prix en question, et également aux modifications relatives à l'outillage des constructeurs de maisons mobiles et préfabriquées?